

Évolutions monétaires à La Réunion au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3 %¹ pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2 %¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2% pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

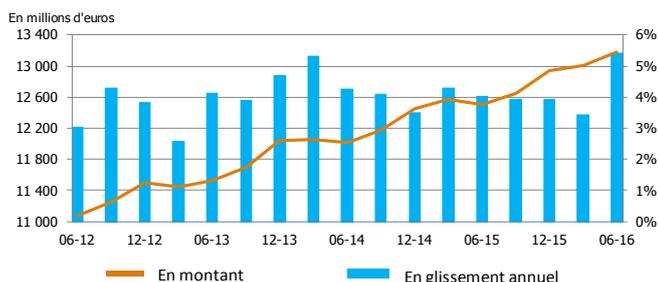
À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00%, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1 %)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 derniers mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

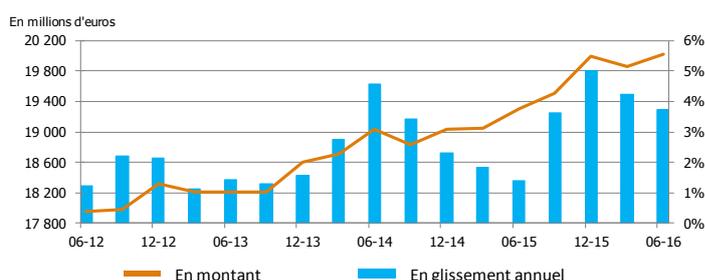
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE PLUS MITIGÉE AU PREMIER SEMESTRE 2016

Au terme du premier semestre 2016, l'activité bancaire ressort bien orientée bien qu'un peu plus mitigée que les semestres passés, à l'image du climat des affaires et d'un environnement conjoncturel favorables mais montrant des signes d'essoufflement. Les encours de crédits à l'économie progressent de 0,2 % sur le semestre, soit un rythme annuel de 3,7 % (718 millions d'euros), en ralentissement par rapport à la fin d'année 2015 (+5,0 %). L'activité de financement est tirée par une croissance sensible sur les douze derniers mois des encours consentis aux ménages (+354 millions d'euros) et aux collectivités locales (+231 millions d'euros, en lien avec la Nouvelle route du littoral). Parallèlement, la progression des actifs financiers des agents économiques s'accélère assez sensiblement, avec une hausse de 5,4 % en rythme annuel (+676 millions d'euros contre +4,1 % fin 2015). La répartition de ces actifs fait apparaître une appétence marquée des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs, dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



¹ Source : Eurostat

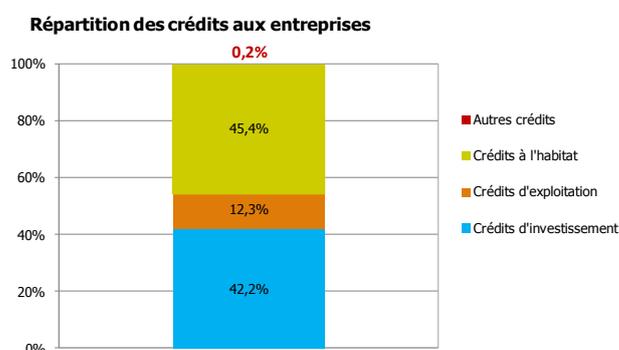
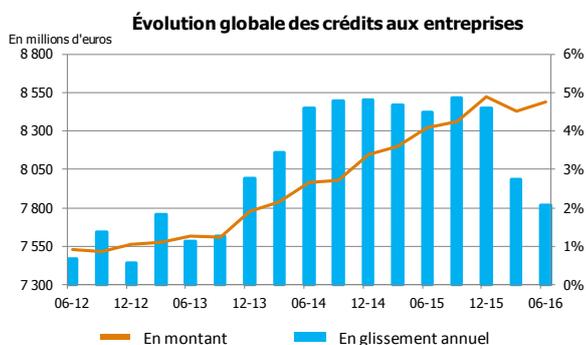
² Source : INSEE

INFLEXION DES CRÉDITS AUX ENTREPRISES, DYNAMISME POUR LES MÉNAGES

Ralentissement des crédits aux entreprises

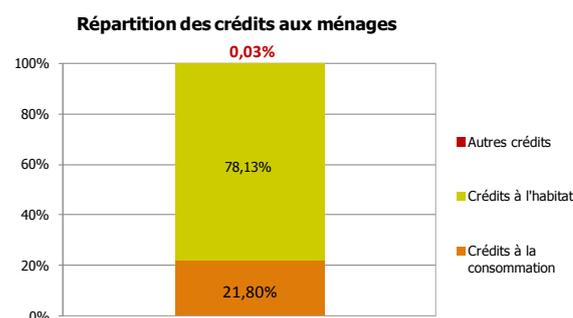
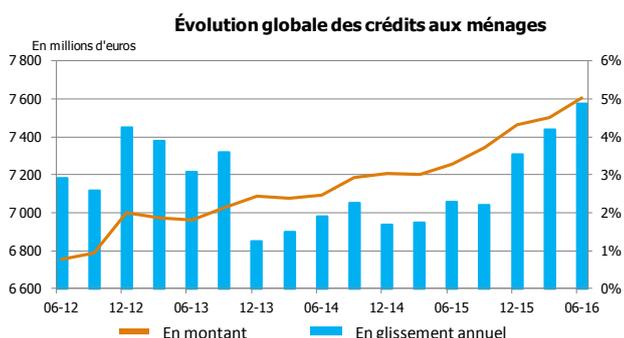
Le premier semestre 2016 marque une inflexion de la croissance de l'encours **de crédit aux entreprises**. À fin juin 2016, il progresse de 2,1 % sur un an, en retrait par rapport au rythme supérieur à 4,5 % enregistré en 2014 et 2015. Ils affichent même un léger repli sur le premier semestre 2016 (-0,4 % soit -30 millions d'euros), essentiellement lié à la baisse des crédits d'exploitation aux entreprises (-6,7 % sur les six premiers mois, soit -75 millions d'euros) dont la progression avait été particulièrement soutenue en fin d'année 2015 (+10,3 %). Une orientation semblable est apparente concernant les crédits d'affacturage (-10,8 % au premier semestre après +24,1 % en 2015), tout comme les découverts en compte des entreprises (-10,9 % après +34,9 %) et l'escompte de créances commerciales (-8,3 %). Ces baisses confirment une moindre demande de financements d'exploitation de la part des entreprises. En parallèle, les disponibilités des entreprises diminuent sensiblement au cours du premier semestre : -5,3 % sur six mois (-159 millions d'euros), faisant plus que compenser la diminution des financements d'exploitation des mêmes entreprises. Les disponibilités à vue des entreprises baissent pour leur part de 2,1 % sur le premier semestre 2016 (-43 millions d'euros).

Les crédits d'investissement progressent légèrement sur le semestre (+0,2 %), mais la tendance ralentit également par rapport à l'année dernière (+2,1 % en rythme annuel après 3,9 % fin 2015). Les crédits d'équipement sont en baisse sur le semestre (-0,6 %) et ne progressent plus que de 0,9 % par rapport à juin 2015 (contre +3,1 % fin 2015 et +3,8 % en juin 2015). En revanche, le crédit-bail se porte bien (+9,1 % sur l'année). Les crédits immobiliers des entreprises, qui concernent majoritairement des financements consentis par des prêteurs institutionnels en faveur des bailleurs sociaux, sont en hausse sur les six premiers mois de l'année (+1,3 % soit +48 millions d'euros) mais leur rythme s'infléchit, à l'image de l'activité du secteur : +3,4 % de juin 2015 à juin 2016, contre +5,0 % en fin d'année 2015 et +6,2 % en juin 2015.



Poursuite de l'accélération de la croissance des crédits aux ménages

A contrario, **les concours consentis aux ménages** continuent de progresser sensiblement sur les six premiers mois de l'année 2016 (+2,0 %, soit +147 millions d'euros) et atteignent un niveau historiquement haut à 7,6 milliards d'euros. En glissement annuel, la croissance s'accélère : +4,9 % à fin juin 2016, contre +3,5 % à fin 2015.



Cette hausse concerne à la fois les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat. Après des années de baisse continue, la progression des encours des **crédits à la consommation** se renforce, avec une augmentation de 2,9 % sur les six premiers mois de l'année 2016 et de 5,6 % sur un an (+1,4 % fin 2015 et +0,5 % à fin juin 2015). Il s'agit du cinquième trimestre de hausse consécutive pour un encours de 1,6 milliard d'euros à fin juin 2016, un niveau encore en deçà du pic atteint en décembre 2008 (proche des 1,8 milliard d'euros).

L'encours des **crédits à l'habitat** progresse également mais de manière plus modérée : +1,8 % (+103 millions d'euros) sur le semestre et +4,6 % en glissement annuel (contre +4,0 % fin 2015 et +2,8 % en juin 2015). Les crédits à l'habitat des ménages représentent 78,1 % des crédits totaux octroyés aux ménages. Son évolution reste marquée par l'atonie du marché de l'immobilier neuf depuis les modifications successives des dispositifs de défiscalisation.

Repli des crédits aux collectivités locales au premier semestre

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** diminue de 2,9 % au cours des six premiers mois de l'année 2016 (-68 millions d'euros). Cette baisse s'explique par le recul des crédits d'investissement consentis aux collectivités locales (-7,3 % soit -162 millions d'euros) et peut trouver son origine dans la gestion active de la dette de la part de certaines collectivités locales (remboursements anticipés en fonction des rentrées fiscales), alors que les financements à court terme aux collectivités locales (crédits de trésorerie essentiellement) progressent fortement (+145,1 % au premier semestre 2016 soit +96 millions d'euros). En glissement annuel sur douze mois, les concours consentis aux collectivités locales continuent malgré tout de progresser rapidement (+11,6 % soit +221 millions d'euros), soit un rythme en léger recul par rapport à fin 2015 où il avait atteint +14,6 % en rythme annuel (soit +292 millions d'euros).

Les **crédits aux autres agents** regroupent l'ensemble des autres financements octroyés dans le département. Ces encours reculent de 4,8 % au cours du premier semestre 2016 (-36 millions d'euros) tandis que leur rythme de progression en glissement annuel a tendance à ralentir (+1,4 % de juin 2015 à juin 2016 contre +12,6 % de décembre 2014 à décembre 2015). Des changements de nomenclature comptable entre catégories de clientèles peuvent expliquer pour partie ces évolutions. La plus grande partie de ces encours (51,5 %) porte sur les administrations de sécurité sociale (374 millions d'euros, + 6,8 % sur les six derniers mois), et plus particulièrement sur les groupes hospitaliers. Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) représentent 18,0 % des crédits aux autres agents (-1,7 % sur six mois).

Une sinistralité en hausse sur le semestre

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'inscrivent en hausse sur le semestre (+2,8 %, soit +23 millions d'euros) mais restent en repli sur un an (-7,2 %), en lien avec des cessions de portefeuilles de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés (fin 2015 et fin 2014). Les créances douteuses brutes s'établissent désormais à 859 millions d'euros d'encours pour les seuls ECIL. Le taux de créances douteuses de la place (pour les seuls ECIL) s'établit ainsi à 4,5 % des encours bruts totaux en juin 2016, contre 4,4 % fin 2015 mais 5,0 % fin 2014. Le taux de provisionnement des créances douteuses continue de se dégrader pour s'établir à 59,3 % à la fin du premier semestre 2016, contre 61,0 % à la fin de l'année 2015.

CROISSANCE DES ACTIFS FINANCIERS, PRÉFÉRENCE POUR LA LIQUIDITÉ

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** s'établit à 13,2 milliards d'euros à fin juin 2016, en progression de 1,8 % sur les six premiers mois de l'année (+229 millions d'euros) après une fin d'année 2015 marquée par une croissance soutenue (+3,6 % sur le second semestre). En glissement annuel, la croissance s'accélère de 5,4 % (contre +3,9 % fin 2015), soit le rythme le plus soutenu depuis la crise de 2008. Dans un contexte de taux d'intérêt faibles et de taux de marché légèrement négatifs, les agents économiques réunionnais adaptent leur placement, privilégiant la liquidité mais également les produits les plus rémunérateurs.

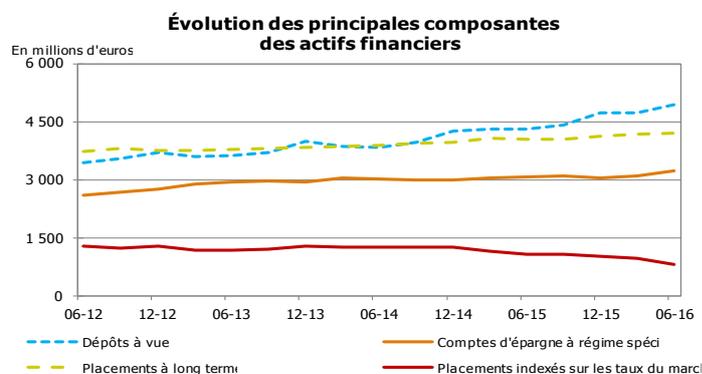
Les comptes de **dépôts à vue** progressent de nouveau très rapidement (+4,3 % sur le semestre et +14,8 % en glissement annuel). Sur les 12 derniers mois, ils bénéficient notamment de la hausse des disponibilités détenues par les sociétés non financières (+13,9 % en glissement annuel à fin juin 2016), particulièrement sur les six premiers mois de la période, en lien probablement avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

L'**épargne à long terme** continue également de s'inscrire en hausse (+1,8 % sur le premier semestre 2016, soit +73 millions d'euros), portée par le regain d'intérêt enregistré pour les plans d'épargne logement (+2,0 % sur les six derniers mois), les placements en obligations (+4,5 %) et en assurance-vie (+2,1 %).

En revanche, les **placements liquides ou à court terme** reculent significativement (-1,2 % sur six mois, soit -47 millions d'euros), rendus moins attractifs par une rémunération en baisse. Cette baisse ne concerne néanmoins que les seuls placements indexés sur les taux de marché : -21,2 % (-218 millions d'euros) sur le semestre, soit -25,3 % en glissement annuel. Ainsi les plus fortes baisses continuent d'être enregistrées sur les encours de certificats de dépôts des banques, qui diminuent ainsi de 72,8 % sur les six derniers mois (après avoir déjà baissé de 50,4 % entre décembre 2014 et décembre 2015). Des baisses élevées sont aussi enregistrées sur les comptes à terme de la clientèle (-17,3 % sur six mois), sur les bons de caisse (-8,9 %) et sur les OPCVM monétaires (-5,2 %). Les comptes d'épargne à régime spécial en revanche, dont la rémunération a pourtant été régulièrement abaissée, progressent sensiblement au premier semestre 2016 (+5,6 % soit +171 millions d'euros), bénéficiant de la collecte nette supplémentaire sur les livrets ordinaires (+13,3 % sur six mois soit +153 millions d'euros) et sur les livrets A (+1,9 %, soit +23 millions d'euros), qui compense les décollectes des autres formes de produits d'épargne réglementée.

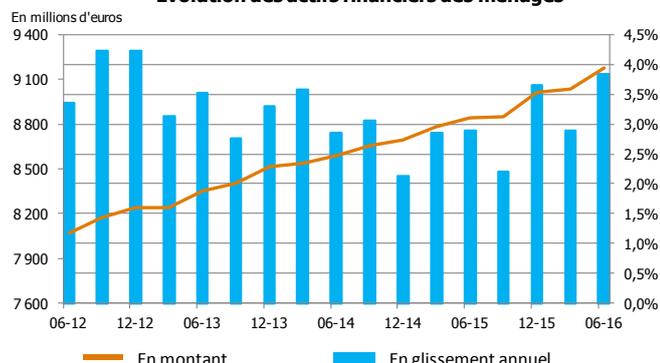
Hausse de l'épargne des ménages

Les **actifs des ménages** progressent de 1,8 % au premier semestre 2016 (soit +166 millions d'euros), un rythme proche de celui de l'année 2015. Ce sont les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme qui progressent le plus sensiblement (+2,5 % dans les deux cas sur le semestre). La progression des placements liquides s'explique néanmoins uniquement par une hausse des livrets ordinaires (+9,7 % sur six mois) qui compense la baisse générale des encours des autres produits d'épargne. À noter une légère décollecte des livrets A détenus par les ménages (-0,3 % sur six mois et

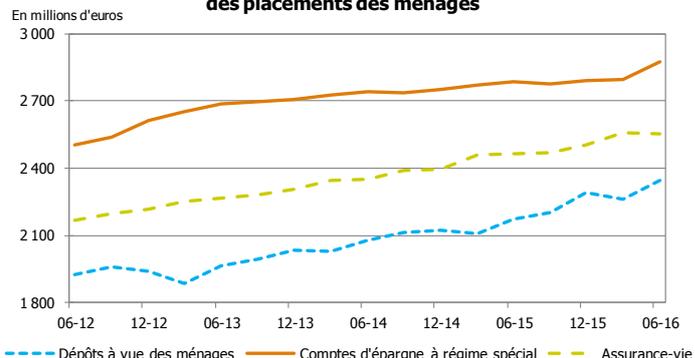


-1,7 % sur douze mois). L'épargne à long terme progresse également, mais de manière plus limitée (+0,9 % sur les six premiers mois de l'année 2016). Les plans d'épargne logement s'affichent à nouveau en croissance (+1,9 % sur le premier semestre), faisant suite à une décennie de désaffection pour ce produit, comme les placements en contrat d'assurance-vie (+2,0 %). Les placements indexés sur les taux de marché des ménages enregistrent une baisse sensible (-11,7 %) comme observée au niveau de l'ensemble de la clientèle, de même que les placements boursiers des ménages (-7,2 % sur six mois pour les obligations détenues par les ménages, -9,2 % pour les OPCVM non monétaires et -9,3 % pour les actions détenues en portefeuilles-titres).

Évolution des actifs financiers des ménages



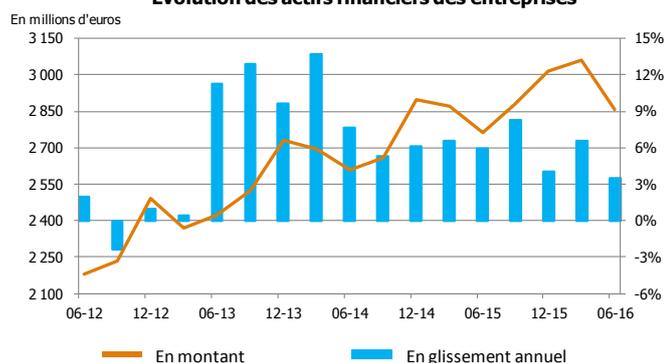
Évolution des principales composantes des placements des ménages



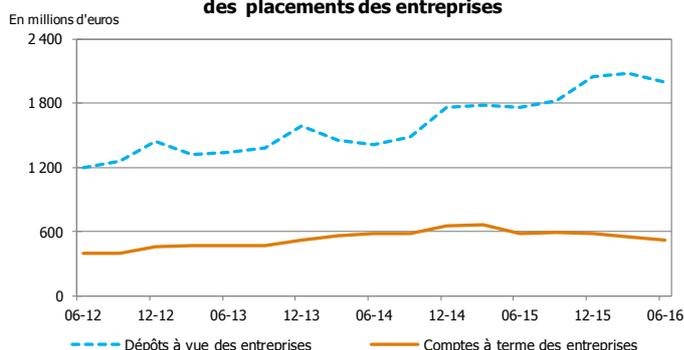
Baisse des placements des entreprises

Les **placements des sociétés non financières** reculent sensiblement au premier semestre 2016 (-5,3 %, soit -159 millions d'euros), en rupture par rapport à l'évolution de l'année 2015 (+4,1 % entre décembre 2014 et décembre 2015, soit +118 millions d'euros). La plus forte baisse concerne les placements liquides ou à court terme (-12,6 % sur six mois, soit -110 millions d'euros), mais l'épargne à long terme s'inscrit également en recul (-5,8 % soit -6 millions d'euros) tout comme les **dépôts à vue** (-2,1 % soit -43 millions d'euros).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Dynamisme des placements des autres agents

Les **placements des autres agents croissent très fortement sur les six premiers mois de l'année 2016 (+24,2 % soit +222 millions d'euros)**, après une année 2015 déjà particulièrement dynamique (+6,2 % sur l'année soit +53 millions d'euros). Les associations (ISBLM) concentrent 45,1 % de ces placements (en recul de 3,6 % sur six mois - leur poids dans les placements des autres agents s'élevait à 60,1 % à fin décembre 2015). Les placements des sociétés d'assurance et les fonds de pension ont très fortement progressé au premier semestre 2016 (+34,3 % soit +110 millions d'euros) et ils représentent désormais une proportion de 30,9 % des placements des autres agents (26,7 % en décembre 2015).

MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe Mayotte.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

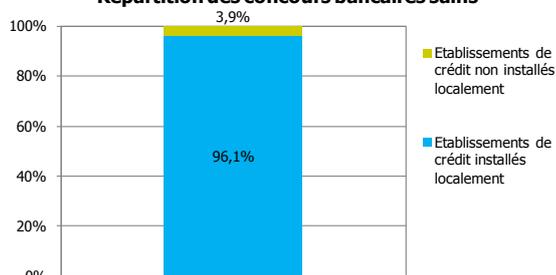
TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

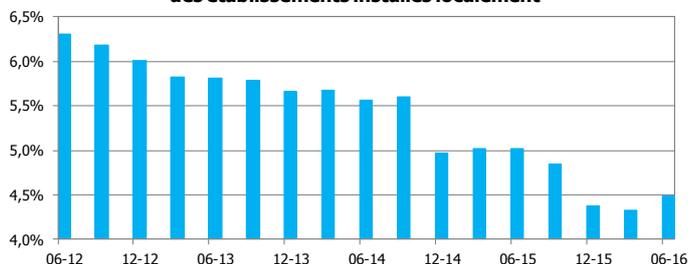
	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	1 143,4	1 130,7	1 052,1	1 027,3	1 044,8	1 115,7	1 020,1	1 041,0	-6,7%	1,3%
<i>Créances commerciales</i>	85,6	78,7	81,4	77,4	75,6	88,2	75,3	80,9	-8,3%	4,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	640,9	679,6	590,2	555,2	626,4	589,4	592,8	569,6	-3,4%	2,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	104,0	114,4	106,6	102,4	107,5	107,5	104,6	96,6	-10,1%	-5,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	293,5	246,1	233,4	249,0	205,4	240,1	212,8	213,9	-10,9%	-14,1%
<i>Affacturage</i>	123,4	126,3	147,1	145,7	137,4	198,0	139,2	176,6	-10,8%	21,3%
Crédits d'investissement	3 262,7	3 210,7	3 343,6	3 506,2	3 519,6	3 573,1	3 560,3	3 580,7	0,2%	2,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 799,1	2 753,0	2 877,6	2 986,1	2 996,7	3 032,8	3 011,6	3 013,3	-0,6%	0,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	256,9	238,8	238,8	138,6	141,6	141,1	140,4	142,9	1,3%	3,1%
<i>Crédit-bail</i>	463,6	457,7	466,0	520,1	523,0	540,3	548,7	567,4	5,0%	9,1%
Crédits à l'habitat	3 068,8	3 216,5	3 507,5	3 725,7	3 764,4	3 804,9	3 828,9	3 853,0	1,3%	3,4%
Autres crédits	53,0	54,5	58,8	60,6	34,3	29,2	18,0	18,1	-37,9%	-70,1%
Encours sain	7 527,9	7 612,3	7 962,1	8 319,8	8 363,1	8 523,0	8 427,3	8 492,8	-0,4%	2,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 612,3	1 576,1	1 561,7	1 571,2	1 586,0	1 611,3	1 622,5	1 658,5	2,9%	5,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 506,3	1 468,1	1 446,7	1 449,7	1 460,7	1 485,8	1 494,4	1 527,2	2,8%	5,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	49,3	52,5	59,5	58,5	55,8	53,2	55,4	54,8	3,0%	-6,3%
<i>Crédit-bail</i>	56,7	55,5	55,5	63,0	69,4	72,3	72,6	76,5	5,9%	21,4%
Crédits à l'habitat	5 139,7	5 382,1	5 527,4	5 680,1	5 755,5	5 840,7	5 870,1	5 944,0	1,8%	4,6%
Autres crédits	1,0	1,6	2,4	2,2	2,1	8,8	9,2	5,0	-43,5%	128,5%
Encours sain	6 753,0	6 959,8	7 091,5	7 253,5	7 343,6	7 460,9	7 501,8	7 607,5	2,0%	4,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	23,5	15,0	14,5	31,7	95,9	66,7	157,4	163,4	145,1%	415,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	22,4	14,8	12,4	30,4	95,5	66,5	157,2	163,0	145,2%	435,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,1	0,2	2,1	1,3	0,3	0,2	0,2	0,4	118,6%	-ns-
Crédits d'investissement	1 881,5	1 939,9	1 909,1	1 954,2	1 949,8	2 218,6	2 071,4	2 056,8	-7,3%	5,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 881,5	1 939,1	1 908,5	1 954,0	1 949,6	2 218,4	2 071,1	2 056,6	-7,3%	5,3%
Autres crédits	1,0	0,1	1,6	2,5	2,4	2,2	0,1	0,0	-98,3%	-ns-
Encours sain	1 907,2	1 956,1	1 926,3	1 994,5	2 054,2	2 293,3	2 234,6	2 225,8	-2,9%	11,6%
Autres agents										
Encours sain	572,9	558,2	948,2	715,2	727,9	761,7	760,8	725,3	-4,8%	1,4%
TOTAL										
Encours sain	16 761,0	17 086,5	17 928,1	18 283,0	18 488,8	19 038,8	18 924,6	19 051,4	0,1%	4,2%
<i>dont ECNIL</i>	739,9	730,5	744,7	786,9	709,3	791,1	727,0	749,4	-5,3%	-4,8%
Créances douteuses brutes	1 188,7	1 120,6	1 112,8	1 024,3	1 026,0	954,5	937,5	974,0	2,0%	-4,9%
<i>dont ECIL</i>	1 077,7	1 010,5	1 011,6	925,9	905,0	836,1	822,9	859,3	2,8%	-7,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	521,9	472,1	478,2	456,7	466,7	444,6	424,6	464,7	4,5%	1,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	414,2	357,7	344,7	321,2	339,8	327,0	306,6	334,6	2,3%	4,2%
<i>(dt) Ménages</i>	104,4	109,1	130,8	133,4	124,8	115,7	116,1	119,0	2,8%	-10,8%
Provisions	666,8	648,5	634,6	567,7	559,3	509,9	512,8	509,3	-0,1%	-10,3%
Encours brut total	17 949,7	18 207,1	19 040,9	19 307,3	19 514,7	19 993,2	19 862,0	20 025,4	0,2%	3,7%
Taux de créances douteuses	6,6%	6,2%	5,8%	5,3%	5,3%	4,8%	4,7%	4,9%	0,1 pt	-0,4 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	6,3%	5,8%	5,6%	5,0%	4,8%	4,4%	4,3%	4,5%	0,1 pt	-0,5 pt
Taux de provisionnement	56,1%	57,9%	57,0%	55,4%	54,5%	53,4%	54,7%	52,3%	-1,1 pt	-3,1 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	61,9%	64,2%	62,7%	61,3%	61,8%	61,0%	62,3%	59,3%	-1,7 pt	-2,0 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	2 178,1	2 423,1	2 608,3	2 763,0	2 878,3	3 017,3	3 059,9	2 858,6	-5,3%	3,5%
Dépôts à vue	1 196,2	1 338,4	1 410,1	1 759,0	1 823,8	2 046,3	2 085,2	2 003,3	-2,1%	13,9%
Placements liquides ou à court terme	877,3	975,4	1 101,6	912,7	958,1	874,4	880,5	764,3	-12,6%	-16,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	23,4	95,4	132,0	119,7	160,7	91,7	139,1	133,0	45,0%	11,0%
Placements indexés sur les taux de marché	853,9	880,0	969,7	792,9	797,4	782,7	741,4	631,3	-19,3%	-20,4%
<i>dont comptes à terme</i>	402,0	466,9	581,7	586,9	588,6	587,8	553,4	518,3	-11,8%	-11,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	147,9	124,6	104,4	97,3	95,2	91,6	88,3	85,0	-7,2%	-12,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	302,8	288,0	283,3	108,7	113,5	103,2	99,6	28,0	-72,8%	-74,2%
Epargne à long terme	104,5	109,3	96,6	91,3	96,4	96,6	94,2	91,1	-5,8%	-0,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,1	25,1	14,7	14,4	21,3	23,5	23,4	22,8	-3,4%	58,0%
Ménages	8 069,8	8 353,8	8 591,6	8 839,5	8 847,0	9 012,7	9 034,8	9 178,2	1,8%	3,8%
Dépôts à vue	1 924,8	1 963,5	2 078,1	2 171,2	2 202,4	2 290,1	2 263,5	2 347,1	2,5%	8,1%
Placements liquides ou à court terme	2 735,9	2 860,0	2 883,4	2 904,9	2 878,0	2 890,2	2 888,1	2 963,6	2,5%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 501,7	2 686,4	2 741,2	2 786,0	2 774,9	2 791,7	2 794,4	2 876,7	3,0%	3,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	931,5	873,3	881,7	929,3	942,2	953,2	966,0	1 045,9	9,7%	12,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	935,9	1 100,3	1 142,0	1 140,4	1 121,5	1 124,7	1 118,6	1 121,5	-0,3%	-1,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,0	38,1	38,0	37,7	37,4	37,9	37,2	37,5	-1,0%	-0,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	100,4	94,7	85,3	84,2	83,4	83,9	82,9	81,6	-2,7%	-3,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	274,6	367,4	392,5	401,9	400,7	404,0	404,4	407,1	0,8%	1,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	221,3	212,6	201,8	192,5	189,7	188,1	185,3	183,0	-2,7%	-4,9%
Placements indexés sur les taux de marché	234,1	173,5	142,2	118,8	103,1	98,5	93,7	87,0	-11,7%	-26,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	191,2	140,8	114,8	86,0	81,7	79,3	75,3	69,0	-13,0%	-19,8%
<i>dont bons de caisse</i>	10,3	8,7	9,7	7,8	6,8	5,0	4,9	4,7	-6,3%	-39,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	32,7	24,1	17,6	25,0	14,6	14,1	13,5	13,3	-6,1%	-47,0%
Epargne à long terme	3 409,1	3 530,2	3 630,1	3 763,5	3 766,7	3 832,4	3 883,1	3 867,4	0,9%	2,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	754,7	762,0	794,1	869,1	878,8	904,4	919,9	921,9	1,9%	6,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	55,1	52,6	49,6	46,7	46,0	45,8	45,5	43,9	-4,2%	-6,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	9,2	10,2	10,7	12,2	11,3	10,9	11,4	11,9	9,0%	-2,8%
<i>dont actions</i>	110,9	114,2	128,6	122,4	114,3	121,5	114,2	110,2	-9,3%	-10,0%
<i>dont obligations</i>	208,5	222,2	201,5	165,1	164,0	160,1	153,5	148,6	-7,2%	-10,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	103,2	100,6	96,6	83,6	83,1	83,7	78,9	76,0	-9,2%	-9,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 167,4	2 268,4	2 349,1	2 464,2	2 469,2	2 506,0	2 559,6	2 554,9	2,0%	3,7%
Autres agents	822,2	748,9	816,1	895,9	922,9	915,9	913,2	1 137,7	24,2%	27,0%
Dépôts à vue	328,8	318,7	355,7	375,1	389,4	403,7	391,4	592,9	46,8%	58,0%
Placements liquides ou à court terme	275,3	285,4	298,4	337,8	342,3	319,1	310,6	308,5	-3,3%	-8,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	85,3	150,2	146,2	163,0	170,6	170,5	169,3	215,4	26,3%	32,1%
Placements indexés sur les taux de marché	189,9	135,2	152,2	174,8	171,6	148,6	141,4	93,1	-37,3%	-46,7%
<i>dont comptes à terme</i>	64,5	67,1	107,0	137,4	121,4	113,3	106,4	57,8	-49,0%	-57,9%
Epargne à long terme	218,2	144,8	162,1	183,0	191,3	193,0	211,1	236,3	22,4%	29,1%
Total actifs financiers	11 070,1	11 525,7	12 016,1	12 498,5	12 648,2	12 946,0	13 007,8	13 174,5	1,8%	5,4%
Dépôts à vue	3 449,8	3 620,6	3 843,9	4 305,4	4 415,5	4 740,2	4 740,1	4 943,3	4,3%	14,8%
Placements liquides ou à court terme	3 888,5	4 120,8	4 283,4	4 155,3	4 178,4	4 083,7	4 079,2	4 036,4	-1,2%	-2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 610,5	2 932,0	3 019,3	3 068,7	3 106,3	3 053,9	3 102,7	3 225,0	5,6%	5,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	1 016,9	1 052,8	1 067,5	1 122,0	1 185,3	1 154,8	1 189,6	1 308,0	13,3%	16,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	958,5	1 165,5	1 233,5	1 229,5	1 208,9	1 184,4	1 202,6	1 206,9	1,9%	-1,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	38,0	38,1	38,0	37,7	37,5	37,9	37,2	37,5	-1,0%	-0,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	100,4	94,7	85,3	84,2	83,4	84,0	82,9	81,7	-2,7%	-3,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	274,9	367,8	392,8	402,3	401,1	404,3	404,7	407,4	0,8%	1,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	221,8	213,1	202,2	193,0	190,1	188,5	185,7	183,5	-2,7%	-4,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1 278,0	1 188,7	1 264,0	1 086,6	1 072,1	1 029,8	976,5	811,5	-21,2%	-25,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	657,8	674,8	803,5	810,3	791,7	780,4	735,2	645,1	-17,3%	-20,4%
<i>dont bons de caisse</i>	16,8	9,3	10,5	7,8	7,1	5,2	5,0	4,8	-8,9%	-39,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	302,8	288,0	283,3	108,7	113,5	103,2	99,6	28,0	-72,8%	-74,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	300,6	216,6	166,7	159,7	159,9	140,9	136,6	133,6	-5,2%	-16,3%
Epargne à long terme	3 731,8	3 784,3	3 888,8	4 037,8	4 054,3	4 122,1	4 188,5	4 194,7	1,8%	3,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	756,6	763,8	796,1	871,5	881,3	906,7	922,2	924,5	2,0%	6,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	55,3	53,0	50,0	47,1	46,4	46,2	46,0	44,2	-4,4%	-6,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	9,2	10,2	10,7	12,2	11,3	10,9	11,4	11,9	9,0%	-2,8%
<i>dont actions</i>	126,0	127,2	149,4	141,1	132,2	139,7	131,3	127,5	-8,7%	-9,6%
<i>dont obligations</i>	392,6	426,4	406,5	370,7	373,3	373,1	382,5	390,0	4,5%	5,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	223,0	133,6	125,2	118,6	128,4	131,2	122,9	129,2	-1,5%	8,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 169,1	2 270,1	2 350,8	2 476,6	2 481,5	2 514,2	2 572,2	2 567,5	2,1%	3,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : 10 octobre 2016